

Inégalités sociales en hausse

La crise financière de 2007-2008 a provoqué une crise économique et budgétaire. Les conséquences sanitaires et sociales sont préoccupantes, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (a)(1).

Dépenses sociales : indispensables surtout en temps de crise. L'OCDE a l'image d'un organisme qui défend une politique économique libérale et de marché. Dans un rapport publié en 2014, cette organisation se livre pourtant à un véritable plaidoyer en faveur des dépenses sociales, sanitaires et d'éducation, qu'elle estime indispensables à l'économie, notamment à long terme, et à la préservation du "pacte social" (1).

L'OCDE déplore que la situation des plus pauvres se soit dégradée dans beaucoup de pays, suite à des coupes trop importantes dans les dépenses sociales. L'organisation estime qu'il faudrait au contraire augmenter ces dépenses pour éviter l'accroissement des inégalités (1).

L'OCDE ne se limite pas à des considérations économiques et sociales, elle estime que la crise financière a aussi des répercussions politiques sérieuses : « (...) *perte de confiance dans les gouvernements (...), un signal d'alarme qui nous montre avec quelle rapidité le pacte social peut se déliter. Face à cette situation, les gouvernements doivent (...) faire en sorte que la politique sociale contribue à renforcer la résilience des citoyens face aux crises futures* » (1).

Dans une autre étude, l'OCDE déplore que les plus riches captent une part de plus en plus importante des

revenus mondiaux et considère qu'« *il est capital de veiller à ce que les plus hauts revenus acquittent une juste part de l'impôt* » (2).

Inégalités grandissantes en France. Par ailleurs, un rapport de l'Observatoire des inégalités a montré qu'en France les inégalités sociales ont augmenté entre 2008 et 2011 (3). Le niveau de vie moyen annuel des 10 % les plus riches a augmenté de 1 795 euros (soit +3,2 %), alors que celui des 10 % les plus pauvres a diminué de 360 euros (soit -4,3 %) (3).

Dans un souci de rigueur budgétaire, le gouvernement français a mis en œuvre un plan important de réduction des dépenses sanitaires et sociales (3). À la lumière des analyses de l'OCDE, on peut prévoir que ce plan entraînera une augmentation des inégalités sociales en France, et en conséquence des inégalités de santé.

©Prescrire

a- L'OCDE a été créée en 1960 par 18 pays européens, les États-Unis d'Amérique et le Canada. En 2014, l'OCDE compte 34 pays membres à travers le monde, dont beaucoup des pays les plus avancés, mais aussi des pays émergents comme le Chili, le Mexique et la Turquie (réf. 4).

Extraits de la veille documentaire Prescrire.

1- OCDE "Panorama de la société 2014. Les indicateurs sociaux de l'OCDE. La crise et ses retombées" 2014 : 158 pages.

2- OCDE "Les hauts revenus captent une part croissante du revenu total dans de nombreux pays, selon une nouvelle étude de l'OCDE" 30 avril 2014. Site www.oecd.org/fr/ consulté le 2 mai 2014 : 2 pages.

3- "2008-2011 : inégalités en hausse, revenus en baisse pour les plus modestes" 10 février 2014. Site www.inegalite.fr consulté le 2 mai 2014 : 2 pages.

4- "Membres et partenaires". Site www.oecd.org consulté le 20 mai 2014 : 1 page.

